

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 26

Objet de la délibération : Direction
Economie de Proximité et tourisme -
Association « pour le Droit à l'Initiative
Economique (ADIE) » - Convention de
participation financière

<div><div><div></div></div><div>Original</div><div>▪ Expédition certifiée conforme à l'original</div><div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div><div>Stéphane PINTRE</div></div>
--

N° Enregistrement : BC.2020.026

<div>Date de la convocation : Le 14/01/2020</div> <div>Certifié exécutoire compte tenu</div> <div>de l'affichage en date du 30 JAN. 2020</div> <div>de la réception s/Préfecture en date du 30 JAN. 2020</div> <div>Pour le Président, La Responsable de Service</div> <div></div> <div>Corinne SAINTE</div>

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 20 janvier 2020

L'an deux mil vingt et le 20 janvier à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Jean-Paul ARNAUD, Claude BERENGER

Monsieur LEONETTI,

Créée en 1989, l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (l'ADIE) est une association reconnue d'utilité publique qui finance et accompagne les créateurs d'entreprise et les personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné ».

S'inscrivant dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, l'ADIE intervient sur le territoire de l'agglomération depuis 1998 auprès de tous les porteurs de projet quel que soit le secteur d'activité ou leur expérience. La caractéristique commune du public de l'ADIE est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 10 000 € pour un projet d'entreprise et 5 000 € pour un projet d'emploi salarié.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'ADIE à son public cible est un accompagnement gratuit qui comporte deux volets :

- En amont, une phase d'accompagnement préalable à l'instruction financière qui consiste à valider le projet de création d'entreprise ;
- En aval, la proposition d'une gamme de services post-crédation thématique : gestion et comptabilité, développement commercial, intermédiation bancaire, aide juridique de service à distance en libre téléchargement sur internet : modèle de devis, de facture, courrier type...).

En 2019, l'ADIE a dépassé son objectif d'accompagnement de 20 porteurs de projets sur le territoire de l'agglomération avec, au 30 novembre 2019, 32 personnes qui ont bénéficié d'un microcrédit.

Forte de ce succès, l'ADIE s'est fixée un objectif à la hausse pour 2020, celui de financer 25 porteurs de projet sur le territoire de la CASA.

Dans ce cadre, et afin de poursuivre son action, l'ADIE sollicite la CASA pour l'octroi d'un soutien financier à hauteur de 10 000 €.

Vu la délibération n° CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 000 € à l'ADIE au titre de l'année 2020 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction « Economie de Proximité et Tourisme ».

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser le versement d'une subvention de 10 000 € à l'ADIE au titre de l'année 2020 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée entre la CASA et l'ADIE dont le projet est joint en annexe ;

- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal ; budget de la Direction « Economie de Proximité et Tourisme ».

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 20 janvier 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE
AVEC L'ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE – L'Adie**

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 janvier 2020 ;

Ci-après désignée **la C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association pour le Droit à l'Initiative Economique – Adie- régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de donner les moyens d'entreprendre aux personnes en situation de précarité sociale et financière via le « microcrédit accompagné », dont le siège social est situé 139, Boulevard de Sébastopol, 75002 PARIS, représentée par Monsieur Frédéric LAVENIR agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **l'Adie**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, l'Adie exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence : mission de création d'emplois et de richesses sur le territoire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Adie s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission de création d'emplois et de richesse sur le territoire grâce au microcrédit accompagné.

La caractéristique commune du public de l'Adie est de ne pouvoir prétendre à un financement bancaire. L'Adie intervient auprès de tous les porteurs de projet quelques soit le secteur d'activité ou leur expérience. Le besoin de financement ne doit pas dépasser 10 000 € pour un projet d'entreprise et 5 000 € pour un projet d'emploi salarié.

Le concept du « microcrédit accompagné » proposé par l'Adie à son public cible est un accompagnement gratuit qui comporte deux volets :

- Une phase d'accompagnement amont préalable à l'instruction financière qui consiste à valider le projet de création d'entreprise ;
- Une phase aval avec une gamme de services post-crédation thématique : gestion et comptabilité, développement commercial, intermédiation bancaire, aide juridique et de service à distance en libre téléchargement sur internet : modèle de devis, de facture, courrier type...).

Dans ce cadre, l'objectif pour 2020 est de financer 25 porteurs de projet sur le territoire de la CASA dans le cadre d'un projet d'entreprise ou de retour à l'emploi.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'Adie pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2020.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'Adie s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 44 781 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 68).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

L'association l'Adie reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la signature de la présente convention et sera créditée au compte de l'association l'Adie par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans semestriels et un bilan annuel de l'action subventionnée.

6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires

L'association l'Adie s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'actions) à partir des indicateurs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de porteurs de projet financés dans le cadre d'un projet de création d'entreprise
- Nombre de personnes financées dans le cadre d'un projet de retour à l'emploi
- Nombre de personnes accueillies, informées et orientées
- Nombre d'instructions financières réalisées
- Nombre de prestation d'accompagnements dispensés
- Profils des personnes soutenues

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'association l'Adie.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

L'association l'Adie s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association l'Adie remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2021.
- l'Association l'Adie est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ L'association l'Adie devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Adie et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

L'Adie s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association
pour le Droit à l'Initiative Economique
Le Président


Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,
Le Président

Frédéric LAVENIR

Jean LEONETTI




GRILLE EVALUATION 2019

ADIE

 **Flux de prêts :** enjeux 2019 – augmenter le nombre de bénéficiaires de l'accompagnement et de financement

	Nombre de personnes	Nombre de prêt professionnel	Nombre de prêt « emploi »
2019* 11 mois	32	20	12
2018 12 mois	21	19	2
2018/2019	+52 %	+5 %	+16 %

 **Pérennité des entreprises :**

-  76 % des entreprises en activité à N + 2
-  63 % des entreprises en activité à N+3 (PACA : 55%)
-  84 % des personnes financées par l'Adie se réinsèrent de façon durable du point de vue économique et professionnel

Projet n°....

6. Budget⁵ du projet

Année 2020. ou exercice du 01/01/2020... au 31/12/2020...

Budget supplémentaire -
projet pluriannuel

Suppression du budget -
projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	816	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	0
Achats matières et fournitures	558	73 - Dotations et produits de tarification	0
Autres fournitures	258	74 - Subventions d'exploitation²	36 744
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	0
61 - Services extérieurs	4 484		
Locations	3 878		
Entretien et réparation	574		
Assurance	32	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	0	Région Sud - Répartition	8 063
62 - Autres services extérieurs	1 529	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	81	CD06 - Répartition	7 229
Publicité, publication	64		
Déplacements, missions	755	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	629	SOPHIA ANTIPOLIS	10 000
63 - Impôts et taxes	56		
Impôts et taxes sur rémunération	0		
Autres impôts et taxes	56	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	0
64 - Charges de personnel	31 812	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	8 688
Rémunération des personnels	30 530	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	0
Charges sociales	0	Aides privées (fondation)	2 764
Autres charges de personnel	1 282	Autres établissements publics	0
65 - Autres charges de gestion courante	6 084	75 - Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	0
		758. Dons manuels - Mécénat	0
66 - Charges financières	0	76 - Produits financiers	8 037
67 - Charges exceptionnelles	0	77 - Produits exceptionnels	0
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	0	78 - Reprises sur amortissements et provisions	0
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	0	79 - Transfert de charges	0
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET	
Charges fixes de fonctionnement	0		
Frais financiers	0		
Autres	0		
TOTAL DES CHARGES	44 781	TOTAL DES PRODUITS	44 781
Excédent prévisionnel (bénéfice)	0	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	0

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE⁷

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature	0	870 - Bénévolat	0
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	0	871 - Prestations en nature	0
862 - Prestations	0		
864 - Personnel bénévole	0	875 - Dons en nature	0
TOTAL	0	TOTAL	0

La subvention sollicitée de10000€¹⁰⁰⁰⁰, objet de la présente demande représente22,00%^{22,00} du total des produits du projet
(montant sollicité/total du budget) x 100.

⁵ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

⁶ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.

⁷ Voir explications et conditions d'utilisation dans la notice.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 20/01/2020
Numéro : BC_2020_026
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association " pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) " - Convention de participation financière
Matière : 7.5 - Subventions
Interlocuteur
Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : AWMgHSR

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 30/01/2020
Identifiant : 006-240600585-20200120-BC_2020_026-DE

Acte reçu

Date : 20/01/2020
Numéro interne : BC_2020_026
Code nature : 1
Code matière 1 : 7
Code matière 2 : 5
Objet : Association " pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) " - Convention de participation financière
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200120-BC_2020_026-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 3
99_SE-006-240600585-20200120-BC_2020_026-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200120-BC_2020_026-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20200120-BC_2020_026-DE-1-1_4.PDF

N